

## DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**Argonay – Haute-Savoie – Jeudi 23 octobre 2008**

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, cher Bernard,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,

Dans la crise de confiance qui frappe l'économie mondiale nous avons plus que jamais besoin de vérité.

Le doute est le principal ennemi que nous ayons à combattre et le doute grandira si les Français ont le sentiment qu'on leur cache quelque chose. Je ne crois pas du tout, bien au contraire, que l'on redonnera le moral aux Français ou qu'on leur rendra confiance dans l'avenir, en leur dissimulant l'ampleur de la crise financière, en faisant semblant de croire qu'elle n'aura aucune conséquence sur l'activité, sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat.

Dire la vérité, c'est peut-être risqué. Mais c'est moins risqué que le mensonge.

Dire la vérité, c'est nécessaire si l'on veut que les Français puissent avoir confiance, si l'on veut que la parole de l'État soit crédible.

Dire la vérité, c'est la ligne de conduite que je me suis fixée.  
J'ai dit la vérité aux Français sur la gravité de la crise financière.

\*

\*

\*

Cette crise, il fallait d'abord essayer de la maîtriser.

Il a fallu prendre des mesures pour rassurer les déposants sur la solidité de notre système bancaire.

Il a fallu trouver le moyen pour que les banques puissent se financer, pour qu'elles recommencent de se prêter les unes aux autres.

Il a fallu leur apporter des fonds propres pour leur permettre de continuer à prêter pour financer l'économie.

Il a fallu avec le Gouvernement sauver une Banque, Dexia, qui était au bord de la faillite.

Alors que les marchés financiers ne fonctionnaient plus, que l'argent ne circulait plus, que la confiance entre les banques n'existait plus, il a fallu que l'État intervienne, qu'il apporte sa garantie et son crédit à hauteur de 320 milliards d'euros pour la liquidité des banques et de 40 milliards d'euros pour leurs fonds propres.

Engagements considérables mais dont l'ampleur même permettra de rétablir la confiance pour que tout redémarre sans rien coûter aux contribuables, au contraire puisque les banques payeront pour bénéficier de la garantie de l'État et des apports en fonds propres.

A situation exceptionnelle, il fallait un engagement exceptionnel. C'est ce que l'État a fait. C'est ce que les banques centrales ont fait.

C'était indispensable pour sauver les économies des Français.

C'était indispensable pour que les entreprises et les ménages ne soient pas privés de crédits, pour que toute l'activité économique ne se retrouve pas paralysée, pour éviter ce qui s'est passé dans les années 30 quand l'effondrement du système bancaire a plongé l'économie mondiale dans la grande dépression.

Il y a eu des dérives, il y a eu des erreurs, il y a eu des fautes dans la gestion des institutions financières. Il faudra en tirer les conséquences. Il faudra établir des responsabilités. Mais si l'on avait laissé tomber les banques en faillite, ce sont les travailleurs, ce sont les retraités, ce sont les épargnants qui auraient payé le prix fort.

\*  
\*                      \*

Mais la crise n'est pas finie. Et elle aura des conséquences.

Cette crise n'est pas une crise française. Ce n'est pas une crise européenne. C'est une crise mondiale.

Cette crise n'est pas une crise conjoncturelle. Ce n'est pas un accident. C'est une crise structurelle.

Cette crise n'est pas une parenthèse qui sera bientôt refermée.

Désormais plus rien ne sera comme avant. Vouloir continuer avec les mêmes idées, les mêmes habitudes, les mêmes pratiques qu'auparavant serait une erreur fatale.

S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour du politique.

Cette crise dont il est clair désormais qu'elle ne peut se résoudre sans une intervention massive des États, cette crise qui appelle d'urgence un nouvel ordre économique, financier, monétaire, cette crise exprime un besoin profond de politique.

Le politique, on avait cru pouvoir s'en passer. On avait cru que tout allait pouvoir être résolu par l'autorégulation, par la libre concurrence, par le marché.

C'est fini : il y aura désormais plus de politique. L'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique est morte avec la crise financière. Elle avait déjà été remise en cause par la prise de conscience de la montée de la rareté, par le réchauffement climatique, par la prise de conscience des risques de catastrophes écologiques que seuls les États peuvent essayer de conjurer.

La crise financière, la défaillance des marchés, les interventions des États pour sauver les banques, les nationalisations totales ou partielles d'institutions financières et de compagnies d'assurance, le recours aux banques centrales et aux États pour faire l'intermédiation financière que le système bancaire

mondial ne parvenait plus à accomplir, tout concourt à une redéfinition du rôle de l'État dans l'économie. C'est un nouveau rapport entre la démocratie et l'économie qui se dessine.

C'est une révolution intellectuelle et morale qui est en train de s'opérer et qui va continuer.

On ne pourra pas, après cette crise, continuer de gouverner le monde avec les outils, les institutions, les idées du passé.

Cette crise marquera sans doute pour l'histoire le commencement véritable du XXI<sup>ème</sup> siècle, le moment où tout le monde aura compris qu'il était temps de changer, temps de donner un nouveau visage à la mondialisation, temps de construire un nouvel ordre mondial, politique, économique, social, assis sur de nouveaux principes, de nouvelles règles.

Au nom de l'Europe, en tant que président de l'Union Européenne, j'ai proposé que se tienne d'ici la fin de l'année, un sommet mondial pour que soient discutés et décidés ces nouveaux principes, ces nouvelles règles. Une sorte de nouveau Bretton Woods qui remettrait à plat l'organisation née après la deuxième guerre mondiale et qui n'est plus adaptée à notre époque.

Cette réunion, elle aura lieu aux Etats-Unis, le 15 Novembre.

Cette réunion, elle ne doit pas être un rendez-vous pour rien, un rendez-vous manqué. Si nous réussissons ensemble, avec tous les responsables politiques des grands pays industrialisés et des grands pays émergents, à définir ces nouvelles institutions, ces nouvelles règles dont l'économie globale a besoin, alors nous aurons une chance que de cette crise sorte un monde meilleur que celui d'avant.

Nous n'avons pas le droit d'échouer sinon le risque sera grand que le monde qui sortira de la crise soit pire qu'avant.

Nous n'avons pas le droit d'échouer sinon nous risquons d'être confrontés partout à la révolte des classes populaires et des classes moyennes qui rejeteront une mondialisation qu'elles ne vivent plus comme une promesse mais comme une menace, non plus comme une source d'espérance mais comme une cause d'injustice.

Il y a aujourd'hui dans le monde une exigence de moralisation, de transparence, de protection, d'équité, de régulation à laquelle il faut que les responsables politiques de la planète répondent. C'est leur responsabilité. Ils doivent l'assumer.

Nous avons une tâche immense à accomplir : refonder le capitalisme mondial en redonnant le premier rôle à l'entrepreneur et au travailleur et non plus au spéculateur, faire en sorte que la finance soit remise au service des entreprises, de la production, de l'innovation, du développement économique et non plus seulement d'elle-même.

Ce ne sont pas les experts qui le feront. Ce sont les responsables politiques, parce que ce n'est pas un choix technique, c'est un choix politique et parce que ceux qui sont responsables de la situation actuelle ne peuvent pas être ceux qui trouveront les solutions pour en sortir.

Le monde change : il n'a pas fallu plus de quelques semaines pour que cette idée s'impose alors qu'il y a un mois c'était encore impensable.

Mais dans ce monde qui change, l'Europe aussi change. L'Europe technocratique, l'Europe où il n'y avait plus de politique, l'Europe qui ne débattait pas, qui ne décidait pas, qui n'agissait plus, cette Europe là est en passe de céder la place à une Europe politique qui débat, qui décide, qui agit.

Ce qui s'est passé en Europe depuis trois semaines montre que la volonté politique, c'est ce qui est le plus important. On disait que l'Europe était en panne, qu'elle était paralysée et voilà qu'elle a su trouver son unité face à la crise, au point qu'elle est devenue la principale force d'initiative et que c'est maintenant autour de ses idées, de ses propositions que le débat s'organise.

Voilà une Europe qui se met à exister parce qu'elle se montre capable de parler d'une seule voix, non pas pour ne rien dire mais au contraire pour faire valoir ses idées, ses valeurs, ses intérêts.

La réponse la plus forte à la crise financière, c'est l'Europe qui l'a donnée.

Le sommet mondial pour refonder le capitalisme, c'est l'Europe qui l'a proposé.

Le nouvel ordre mondial, c'est autour des propositions de l'Europe qu'il se construira.

Mais l'Europe ne doit pas s'arrêter là. Le mouvement est lancé, il faut le poursuivre. Il faut que l'Europe se donne les moyens de jouer le rôle qui doit être le sien dans le monde nouveau qui est en train de naître.

Il faut que l'Europe se prépare. Il ne faut pas qu'elle soit la variable d'ajustement du nouvel ordre mondial. Il ne faut pas qu'elle soit naïve, qu'elle laisse ses entreprises à la merci de tous les prédateurs, qu'elle soit la seule au monde à ne pas défendre ses intérêts, à ne pas protéger ses citoyens. Il faut que l'Europe tire les leçons de ce qui vient de se passer.

Oui dans le monde qui vient, l'Europe aura besoin, comme elle vient de le faire, d'un plus grand volontarisme que par le passé.

Elle aura besoin d'une politique commerciale pour répondre aux dumpings de toutes sortes. Elle aura besoin de politiques industrielles. Elle aura besoin de politiques économiques. Elle ne peut pas être la seule au monde à ne pas en avoir. Elle ne peut pas être la seule à faire de la concurrence une fin en soi quand pour tous les autres elle n'est qu'un moyen.

Elle ne peut pas être la seule à imposer des contraintes écologiques à ses entreprises sans prendre des mesures de compensation pour qu'elles ne soient pas pénalisées par une concurrence déloyale.

Elle ne peut pas être la seule à ouvrir ses marchés sans une condition de réciprocité.

Elle ne peut pas avoir une monnaie unique et une absence totale de politiques économiques.

La monnaie unique n'appelle pas à la disparition des politiques économiques mais à leur coordination. C'est encore plus vrai, tout le monde le sent bien, face à la crise économique qui arrive.

Ce que l'Europe a fait face à la crise financière, elle doit le faire face à la crise économique. Elle doit le faire en dehors même des crises pour éviter justement qu'il y en ait d'autres.

Plus que jamais l'Europe prend conscience qu'elle a besoin d'un véritable gouvernement économique dont elle vient d'expérimenter ce qu'il pourrait être et l'utilité qu'il pourrait avoir. Ce gouvernement économique, c'est tout naturellement l'Eurogroupe qui doit en être le cadre. Mais l'Eurogroupe non pas comme aujourd'hui seulement au niveau des ministres des Finances mais au niveau politique le plus élevé, celui des Chefs d'État et de Gouvernement qui débattent et qui décident ensemble en prenant leur responsabilité face à la crise économique comme ils l'ont fait le 12 octobre à Paris pour trouver une réponse commune à la crise financière.

La crise économique, c'est le défi qu'il va falloir maintenant relever.

\*  
\*                      \*

Je veux dire la vérité aux Français sur la crise économique.

Cette crise est déjà là.

Nous ne savons pas qu'elle en sera la durée, qu'elle en sera la profondeur mais nous savons que le ralentissement de l'activité a déjà commencé et qu'il va se poursuivre.

Face à cette crise qui monte, l'Europe ne peut rester inactive. Au fléchissement de l'activité provoquée par la crise financière, il faut répondre par des mesures de soutien à l'activité.

Comme pour les banques, il a fallu un peu de temps pour que l'idée qu'il était nécessaire d'agir finisse par s'imposer. Mais j'observe que désormais presque tous les pays l'envisagent sérieusement. Je crois toujours que si la situation devait continuer à se dégrader, il faudrait une initiative commune forte. Et je pense que dans ce cas, on finira par y venir.

En attendant, il nous faut agir sans tarder davantage à notre échelle.

Il faut le faire en tenant compte des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons placés.

Puisque l'origine des difficultés économiques est dans la crise du crédit et de la confiance, les premières mesures doivent d'abord essayer de résoudre celles-ci.

C'est ce que nous avons fait en recyclant au profit des PME à hauteur de 22 milliards d'euros les excédents de placements garantis.

C'est ce que nous avons fait en permettant à OSEO d'offrir davantage de garanties pour les PME qui souhaitent emprunter.

C'est ce que nous venons de faire avec la première tranche de fonds propres alloués aux banques pour un montant de 10 milliards et demi d'euros qui leur permettra de distribuer, comme elles s'y sont engagées, 75 milliards d'euros de crédits supplémentaires à l'économie.

C'est ce que nous allons faire en apportant les garanties nécessaires aux assureurs de crédit pour qu'ils continuent d'offrir aux entreprises les assurances dont elles ont besoin pour pouvoir obtenir les financements sans lesquels elles ne pourront pas poursuivre leur activité. A cet effet, j'ai demandé au ministre de l'Économie d'engager des discussions avec les assureurs crédits et la Caisse centrale de réassurance pour définir les moyens qui lui permettront de porter ces engagements sur son bilan.

Pour satisfaire leurs besoins de financements, je souhaite que les entreprises puissent accélérer le remboursement du crédit d'impôt recherche en mobilisant auprès d'OSEO les créances fiscales correspondantes. Je demande donc au Ministre de l'Économie de mettre en œuvre sans délai le dispositif de validation fiscale du crédit d'impôt recherche prévu par la loi de modernisation de l'économie.

Pour résoudre les difficultés les plus criantes et assurer un dialogue constructif entre les banques et leurs clients, j'ai décidé de désigner un médiateur en la personne de René RICOL, Président d'honneur de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes, dont la compétence est reconnue par tous.

Je veux mobiliser tous les moyens de l'État. Je réunirai la semaine prochaine tous les Préfets et tous les trésoriers payeurs généraux pour leur demander d'assurer un suivi précis de l'évolution du crédit dans leur département et pour recenser les situations qui posent des problèmes.

Mais nous ne pouvons pas répondre aux difficultés actuelles que par des mesures conjoncturelles. Nous devons penser la sortie de la crise économique en fonction des changements structurels qui sont en train de s'opérer. Notre stratégie économique ne doit pas seulement nous permettre de passer au mieux un moment difficile, mais aussi et surtout de nous donner les meilleures chances possibles de réussir dans le monde tel qu'il est en train de se réorganiser.

Dans ce monde, la concurrence ne sera pas plus douce mais plus dure. Pour pouvoir vendre nos produits, attirer les investissements, garder nos entreprises et nos emplois, faire progresser notre pouvoir d'achat, notre niveau et notre qualité de vie, il faudra être plus compétitif. Il faudra travailler plus. Il faudra être plus créatif, plus imaginatif.

C'est dire que dans le souci de réguler, de protéger, de moraliser, il ne faudra pas étouffer l'initiative, l'audace, le goût du risque.

Dans mon esprit, refonder le capitalisme c'est moins de spéculation, moins de rente, mais davantage de liberté d'entreprendre, davantage de récompense de l'effort.

C'est un Etat plus actif dans l'économie, qui assume ses responsabilités, qui entreprend, qui investit, qui est une force d'innovation et de progrès, qui protège, mais c'est aussi moins de bureaucratie, moins de dépenses publiques improductives, moins de prélèvements, moins de charges fixes qui pèsent sur les entreprises et sur les ménages.

Si nous voulons pouvoir sortir plus vite de la crise, si nous voulons pouvoir profiter le mieux possible du rebond de la conjoncture mondiale quand il se produira, et il se produira, il nous faut plus de souplesse, plus de réactivité, plus de capacité d'innovation.

C'est tout le sens des réformes engagées pour améliorer l'efficacité de nos services publics, pour réduire les effectifs de la fonction publique, pour améliorer le fonctionnement du marché du travail, pour que la fiscalité soit plus favorable au travail. Je pense bien sûr à l'exonération des heures supplémentaires. C'est l'esprit de la Loi de modernisation de l'économie, de la fusion entre l'ANPE et l'UNEDIC, de la réforme de la fonction publique, de la révision générale des politiques publiques, de l'assouplissement des 35 heures, de la rénovation de la démocratie sociale, de la place plus grande donnée aux accords d'entreprise pour négocier le temps de travail, de la réforme de la carte judiciaire, de celle de l'hôpital, ou encore de la recherche ou de l'incitation donnée à l'emploi des seniors.

C'est aussi l'esprit du RSA, qui est une incitation à reprendre le travail, ou de la réforme à venir de la formation professionnelle qui est essentielle pour améliorer la qualification et la mobilité de ceux qui travaillent et qui doivent sans arrêt s'adapter à la concurrence, au progrès technique, à l'émergence de l'économie de la connaissance.

C'est encore dans cet esprit que les contraintes pesant sur l'ouverture des magasins le dimanche vont être assouplies. Ce sera de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la croissance en plus.

Je veux dire aux salariés que nous allons créer une véritable sécurité sociale professionnelle en sécurisant mieux les parcours professionnels. Personne ne peut être assuré qu'il passera toute sa vie dans la même entreprise et qu'il n'y aura pas de rupture dans son parcours professionnel. Si je parle de sécurité sociale, c'est que nous avons le devoir de donner à chacun l'assurance qu'il peut construire, préserver et améliorer ses compétences, son savoir-faire, ses perspectives de carrière. Ce qui est intolérable, ce n'est pas la perte d'un emploi, c'est le sentiment que si cet emploi est perdu, on ne pourra pas en retrouver un. Ce qui est intolérable, ce n'est pas de commencer sa carrière en bas de l'échelle, c'est d'y rester toute sa vie.

C'est dire à quel point les réformes structurelles engagées depuis l'élection présidentielle ne sont pas rendues moins nécessaires, moins urgentes par la conjoncture, mais qu'au contraire elles sont plus nécessaires que jamais et qu'il faut les accélérer plutôt que les ralentir.

\*

\*

\*

Réformer c'est nécessaire mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi soutenir l'activité. Dans la situation d'économie ouverte et de faible compétitivité où nous nous trouvons, le soutien de l'activité par le

soutien direct à la consommation ne conduirait qu'à un accroissement excessif des importations sans grand effet sur l'activité de nos entreprises.

Si nous voulons soutenir la consommation, nous ne devons pas le faire en favorisant les importations ou en distribuant du pouvoir d'achat qui n'existe pas. Nous devons le faire, par la baisse des prix. Déjà les baisses des prix des matières premières et du pétrole, du fait des anticipations de récession, constituent un facteur de soutien au moins temporaire à la demande et je veillerai à ce que ces baisses soient bien répercutées dans le prix de vente pour le consommateur.

Mais pour faire baisser davantage les prix, la meilleure arme reste celle de la concurrence. C'est pour cela que la liberté de négociation entre distributeurs et fournisseurs a été rétablie. C'est pour cela que je souhaite que soit ouvert au plus vite une nouvelle phase du chantier de l'urbanisme commercial.

Pour augmenter le pouvoir d'achat il y a aussi l'intéressement à laquelle le projet de loi qui est en cours d'adoption par le Parlement va donner une impulsion nouvelle.

\*  
\*                      \*

Mais c'est du côté de l'investissement que se joue la partie la plus décisive. Car l'investissement c'est en même temps le soutien à l'activité d'aujourd'hui et l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de demain.

L'investissement c'est de l'offre et de la demande. C'est de la capacité de production future et ce sont des biens d'équipement, ce sont des machines, des bâtiments, des chantiers.

L'investissement c'est de l'activité, de l'emploi, des revenus pour aujourd'hui et encore plus pour demain.

L'investissement, il a pris beaucoup de retard en France au cours des 20 dernières années.

L'investissement ce sera la priorité budgétaire des trois prochaines années, dans l'enseignement supérieur, dans la recherche, dans la défense, mais aussi dans les milliers de kilomètres de canaux, de voies ferrées, de transports en commun et dans les énergies nouvelles du Grenelle de l'Environnement. En 3 ans, c'est plus de 160 milliards d'euros d'investissements directs de l'Etat qui sont ainsi programmés. Sans compter les investissements des particuliers et des entreprises que l'Etat va soutenir comme avec le prêt à taux zéro que chaque Français pourra mobiliser pour mieux isoler sa maison et donc réduire ses consommations d'énergie. Le budget de la France pour la période 2009-2011 est d'abord un budget d'investissement. Dans la période que nous traversons aucun des investissements nécessaires à la préparation de l'avenir ne sera négligé. Partout où cela est possible, ces investissements seront accélérés.

A côté de l'université, de la recherche et du Grenelle de l'Environnement, c'est l'investissement dans l'économie numérique qui sera le moteur de la croissance future. Avec les technologies propres, le numérique doit être au cœur de la nouvelle politique industrielle dont notre pays a besoin. Le plan numérique qui a été présenté lundi dernier, c'est un effort d'investissement massif dans les infrastructures de très haut débit de l'ordre de 30 milliards d'euros sur les dix prochaines années pour nous préparer à l'économie et à la société du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Miser sur l'économie de la connaissance et de la communication et sur la croissance verte, voilà la stratégie d'investissement qui nous permettra de tirer le meilleur profit de la croissance mondiale de demain. Mais face au ralentissement de l'activité il faut aller plus loin.

Au-delà de l'investissement public, l'Etat doit prendre dès maintenant des mesures exceptionnelles pour encourager l'investissement des entreprises. C'est pourquoi à partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin de l'année 2009, tous les investissements nouveaux des entreprises seront totalement et définitivement exonérés de taxe professionnelle. Ils n'entreront tout simplement pas dans l'assiette de l'impôt. L'Etat compensera aux collectivités locales le manque à gagner. C'est une incitation très forte qui est ainsi donnée aux entreprises pour investir. Cette mesure sera proposée au Parlement dans la loi de finances rectificative pour 2008.

Au cours de l'année 2009 sera débattue et engagée la réforme de nos échelons de collectivités locales. J'ai demandé à Edouard Balladur de présider une commission pour y réfléchir. La simplification de notre organisation territoriale devrait permettre d'engager au-delà de 2009 une véritable réforme de la taxe professionnelle qui prendra alors le relais des dispositions transitoires, immédiatement applicables, que je viens d'annoncer.

Au-delà de ces moyens d'action classique que constituent le budget d'investissements publics et la fiscalité, le moment est venu de doter l'Etat des instruments qui peuvent lui permettre d'intervenir directement dans l'économie quand il juge que les intérêts stratégiques de la Nation sont en jeu.

Dans un monde où l'économie va sortir bouleversée par la crise, où les Etats sont appelés partout à jouer un rôle plus actif, je souhaite que la France se dote d'un grand fonds stratégique d'investissement national qui sera un puissant levier de politique industrielle.

Il ne s'agira pas de secourir des activités périmées mais d'investir dans l'avenir, d'apporter des fonds propres pour financer des projets industriels novateurs et audacieux.

Il ne s'agira pas de subventionner des entreprises à fonds perdus mais de stabiliser le capital d'entreprises qui ont un avenir, qui disposent de savoir-faire et de technologies clés et qui pourraient être des proies tentantes pour des prédateurs qui voudraient profiter d'une sous-évaluation boursière ou de la dispersion de l'actionnariat pour s'en emparer et les dépecer.

Un tel fonds peut rendre beaucoup de services. Je pense au développement de petites entreprises très innovantes. Je pense à ce que nous avons fait avec Alstom ou avec les chantiers de l'Atlantique. Il n'a vocation ni à perdre de l'argent, ni à rester indéfiniment au capital des entreprises, mais à prendre des participations temporaires et à faire des plus-values en les revendant. Il a vocation à agir en fonction des intérêts nationaux mais en se comportant en investisseur avisé qui cherche à rentabiliser ses investissements. Il trouvera une partie de ses ressources en empruntant sur les marchés. Il contribuera ainsi à faire circuler l'argent et à l'orienter vers le développement industriel plutôt que vers la spéculation purement financière.

Cet endettement ne creusera pas les déficits. Il aura pour contrepartie les actifs des entreprises au capital desquelles il sera entré. Il ne s'agit pas d'une dépense courante mais d'un investissement. Il ne s'agit pas de spéculer avec l'argent public mais de faire prévaloir une logique de long terme sur la logique de court terme qui depuis des années affaiblit notre industrie.

La caisse des Dépôts en assurera la gestion sous la surveillance du Parlement. Elle devra en faire une priorité de sa stratégie pour une gestion plus active, plus offensive, plus mobile. Elle devra dégager des marges de manœuvre pour pouvoir saisir les opportunités, être réactive.

Il faut aller vite. Je souhaite que ce fonds stratégique d'investissement soit créé d'ici à la fin de l'année.

Comme je l'ai dit avant-hier devant le Parlement européen, je proposerai à nos partenaires de l'Union européenne de se doter eux aussi de fonds nationaux et de coordonner leurs politiques d'investissement. Alors l'Europe retrouverait une ambition industrielle et elle se remettrait à agir dans l'économie mondiale au lieu de toujours subir.

Je veux le dire à nos partenaires, nous devons, dans les circonstances actuelles, continuer d'être volontaristes comme nous l'avons été face à la crise financière. Car c'est le volontarisme qui sera le meilleur antidote à la dangereuse tentation du protectionnisme, de l'anticapitalisme et du dirigisme bureaucratique que les désordres actuels vont immanquablement nourrir.

Le volontarisme d'un Etat investisseur, entrepreneur et protecteur, voilà ce que je propose comme modèle à l'Europe pour empêcher que demain l'étatisme ne revienne en force, que la liberté d'entreprendre, la propriété privée, l'ouverture au monde ne soient les victimes du rejet d'un système où toutes les valeurs fondamentales du capitalisme se trouvent pervertis et où les citoyens ne supporteront plus longtemps d'entendre les responsables politiques qu'ils ont élus leur répéter : « nous n'y pouvons rien ».

Cette ambition nous oblige-t-elle à remettre en cause le budget pour 2009 qui est en discussion au Parlement ?

La dégradation de la situation économique nous oblige-t-elle à reconstruire le budget sur une hypothèse de croissance inférieure au 1% de croissance qui a servi d'hypothèse de travail ?

La croissance, nul ne peut dire aujourd'hui ce qu'elle sera. De toutes les façons j'ai pris à Toulon l'engagement qu'il n'y aurait ni politique d'austérité, ni augmentation des impôts, ni remise en cause de la politique de réduction des dépenses courantes.

Nous ferons une loi de finance rectificative quand nous y verrons plus clair sur la croissance et son impact sur les dépenses et sur les recettes. Pour l'heure la priorité est de soutenir l'activité et aucune des mesures nouvelles que je viens d'annoncer n'aura de conséquences budgétaires pour l'année 2009. La plupart d'entre elles n'entrent pas dans la comptabilité de la dépense publique. Ainsi en va-t-il des garanties accordées par l'Etat ou des moyens qui seront alloués au fonds d'investissement. Quant à l'exonération de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements, elle n'aura d'impact budgétaire qu'à partir de 2011.

Alors concentrons-nous sur l'essentiel.

Nous nous trouvons placés par le destin à un moment où il va falloir réinventer le monde. Nous n'avons pas d'autres choix que d'essayer d'être au rendez-vous que l'histoire nous a fixé.

Il y faudra de l'imagination, de l'audace. C'est ce qu'avec le Gouvernement je vous propose de tenter. C'est la voie que la France propose à ses partenaires européens parce que le pire des choix serait celui de l'immobilisme.

Vive la France !  
Vive la République !